

A V I S

DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
4 – 15 avril 2018



| Sans abri |

Plus rien ne semble pouvoir arrêter la course guerrière. Depuis que la révolte populaire en Syrie s'est transformée en guerre civile prolongée, les massacres, les destructions et les exodes ont dépassé de loin ce que nous sommes capables, tout simplement, de concevoir. Les bulletins de morts ont depuis longtemps renoncé à faire les additions quotidiennes. Cent, deux cents, quatre cents, sept cent mille morts... Trois, quatre, six millions de réfugiés. Mille, quinze mille, trente mille frappes aériennes. Les boucheries se font à des échelles hors de portée de notre cerveau. Pourtant, elles ne sont que trop réelles.

La révolte en Syrie est devenue un borbier d'intérêts internationaux (États-Unis, Russie, Iran, Israël, Turquie, France, Angleterre, Arabie Saoudite,...),

dont les allégeances et accords fluctuent au fil de la course vers le gouffre final. Tout semble indiquer qu'une ultérieure extension de la guerre devient inéluctable, où le cap sera franchi de l'affrontement indirect entre puissances impliquées dans la guerre syrienne vers des confrontations ouvertes, aux conséquences imprévisibles, mais au prix d'autres dizaines de milliers de morts. Ainsi sera façonné le nouveau monde dans lequel nous ne tarderons pas à nous réveiller, un monde différent de celui de la Guerre Froide, différent de la domination d'un gendarme du monde aux accents démocratiques garantissant la paix des marchés au prix d'opérations militaires cantonnées à une région précise. L'invasion d'Afrin par l'armée turque n'est peut-être que le prélude de l'extension d'une guerre qui s'annonce, aux traits bien plus vastes.

MARS 2018

13/03, Trente (Italie).

Le tribunal se mange une volée de pierres et un tag « *Liberté pour Cello* ».

15/03, Madrid (Espagne).

Emeute dans le quartier de Lavapies après la mort d'un vendeur ambulancier sénégalais poursuivi par les flics. Barricades enflammées, pierres et pavés contre les uniformes, agences bancaires attaquées et saccagées.

15/03, Saronno (Italie).

Les vitres d'une filiale de la banque *IntesaSanPaolo* attaquées à coups de masse et un tag « *Liberté pour Cello* ».

15/03, Lesbos (Grèce).

Une révolte éclate dans le camp d'identification de réfugiés de Moria. Les réfugiés pillent et brûlent les bureaux de l'administration du camp, affrontant la police à coups de pierres et de bâtons.

15/03, Trente (Italie).

La salle qui doit accueillir un meeting du chef du parti d'extrême-droite la *Lega*, reçoit treize pavés dans ses vitres.

16/03, Hambourg (Allemagne).

Une barricade enflammée est érigée dans la nuit, tandis que les vitres d'une banque (*Haspa*, caisse d'épargne de Hambourg) sont brisées. Des tracts contre la prison et pour Nero (incarcéré du G20) sont lancés sur place.

19/03, Eschede (Allemagne).

Sabotage sur la ligne de train Hambourg-Hanovre (puits de

Nous sommes loin des soulèvements qui ont secoué maints pays au moment où la restructuration capitaliste mondiale s'affirmait toujours plus. Ces soulèvements, leurs cris de révolte et de liberté, ont souvent été noyés dans le sang, ouvrant la voie à une accélération de la militarisation, à une multiplication des interventions militaires, avec toutes leurs conséquences aussi à l'intérieur des pays belligérants. Si les centaines de milliers de réfugiés arrivant en Europe ont amené un peu de ces « guerres lointaines » et des ravages capitalistes sur le pas des portes des démocraties occidentales, si les attentats sporadiques de djihadistes ont fait retentir le son d'attentats indiscriminés, à la guerre comme à la guerre, dans les rues de plusieurs villes européennes, la spirale dans laquelle le monde est en train de se lancer porte directement à une guerre externe comme interne en bonne et due forme, ne laissant plus personne à l'abri.

La guerre qui monte en force jour après jour déterminera les contours du monde de demain. Et les anarchistes dans tout cela ? Seront-ils encore là, traversant l'épreuve du feu dans ce monde de demain ? Rien n'est moins sûr, d'autant plus que nous sommes déjà, disons-le clairement, terriblement en retard. Nous regardons encore un énième mouvement social comme s'il annonçait en soi une nouvelle vague de subversion, nous luttons contre tel ou tel projet de la domination, mais sans inclure ces combats dans un cadre plus ample, plus vaste, plus international, nous restons un peu bouche bée quand *même* nos publications ou nos locaux se trouvent dans le collimateur de la très démocratique justice anti-terroriste. Nous jouons dans les marges qui nous sont laissées, plutôt que sur les terrains que nous avons nous-mêmes forgés et conquis avec force et conviction. La question n'est pas d'insister sur l'urgence, mais plutôt de porter un regard lucide et critique sur *où nous en sommes vraiment*. Le monde part en flammes, les massacres sèment les haines de demain, les fables d'un monde fait de technologies participatives et inclusives se révèlent chaque jour davantage pour ce qu'elles

sont : du contrôle et encore du contrôle. Et nous dans tout cela ? Rien, ou si peu. S'il est toujours temps de claquer la porte, comme disait l'autre, autant essayer. Essayer, en partant de nos idées anarchistes, refusant la guerre des puissants, refusant la paix des marchés, levant nos regards vers le seul affranchissement qui ne soit pas annonciateur de nouvelles oppressions : la révolution sociale qui détruit de fond en comble les vestiges de l'autorité, les mentalités d'obéissance et de soumission. Viser la révolution sociale serait absurde, en ces temps où toute perspective révolutionnaire semble tellement lointaine ? Peut-être, mais les temps ne sont plus aux demi-mots, et pas plus aux propositions possibilistes ou nihilistes qui ne reflètent que trop ce monde-ci : le réalisme ou le rien. Pour les anarchistes, qui veulent *tout, tout de suite, et bien plus encore*, il faut une proposition, des propositions, claires, lucides, courageuses. Les idées sont là, mûries au fil des siècles, souvent mises à rude épreuve, approfondies parfois et négligées souvent, mais elles sont là. Destruction de toute autorité, guerre contre tout pouvoir et tout esclavage, liberté pour toutes et tous. Nos armes sont là, aussi : sabotage, action directe décentralisée, attaque sans médiation, imagination créative plutôt que programme. Nos méthodes existent également : action individuelle, groupes affinitaires, coordinations ponctuelles, combats de « guérilla » asymétriques plutôt que guerre militariste, auto-organisations informelles et solidarités révolutionnaires. A partir de là, oui, même dans un temps où le monde se dirige vers un gouffre, nous avons quelque chose à dire, quelque chose à faire, quelque chose à proposer.

Le ciel peut bien s'obscurcir, la mort peut bien ronder, mais ne voulons en aucun cas renoncer à nos propositions anarchistes, ici comme ailleurs. Aimons-les, défendons-les, battons-nous pour elles. Il n'y aura pas forcément de seconde chance.



câbles incendié), où se trouve une usine de *Rheinmetall*, entreprise d'armement ayant fourni le régime turc, notamment en blindés *Leopard* 2. Revendiqué comme un acte de « *solidarité internationale avec la résistance à Afrin* ».

19/03, Toulouse (France).
A la Reynerie, une caméra de vidéosurveillance tombe à terre, son poteau volontairement scié.

20/03, Berlin (Allemagne).
Un véhicule de *Siemens*, multinationale de technologie et d'armement, est livré aux flammes.

20/03, Niort (France).
78 des 350 armoires électriques de la ville sont sabotées en une semaine, plongeant les rues de plusieurs quartiers entièrement dans le noir.

21/03, Berlin (Allemagne).
Les vitres de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp* dans la Pohlstrasse sont brisées. *ThyssenKrupp* a des contrats de livraison de matériel militaire avec le régime turc.

21/03, Wuppertal (Allemagne).
Des inconnus pénètrent dans le nouveau commissariat d'Eberfelder et détruisent tout ce qu'ils peuvent, notamment en solidarité avec la lutte à Hambach et contre la répression suite au G20.

21/03, Vienne (Autriche).
Le « *front de solidarité anarchiste 161* » défonce les vitres d'un club fasciste turc.

22/03, Bruges (Belgique).
Pendant la nuit, un incendie détruit complètement la maison d'un commissaire de police de la ville. L'incendie serait volontaire.

22/03, Patras (Grèce).
Le *Collectif Anarchiste de Kallithea Moschato* attaque les bureaux de quatre avocats qui participent à la traque de ceux qui ne peuvent plus payer leurs factures de téléphone.

24/03, Athènes (Grèce).
Attaque explosive contre le complexe judiciaire d'Evlepidon et dégâts légers (500g de poudre noire placés dans la guérite de la police). Revendiqué par la *Cercle de guérilla urbaine asymétrique/FAI-FRI*.

24/03, Kandel (Allemagne).
La veille d'une marche de l'AfD, un sabotage incendiaire (câbles dans les rigoles) vise le tronçon ferroviaire entre Wörth et Kandel. La revendication précise que le but du sabotage était de perturber la venue des fachos.

24/03, Lecce (Italie).
Une dizaine de parcmètres sabotés et un message laissé sur quelques-uns : « *Contre le TAP, tout bloquer* ».

24/03, Leipzig (Allemagne).
Trois filiales de la *Deutsche Bank*, quatre de *Allianz* et une de la *Commerzbank* sont défoncées, toutes trois étant impliquées dans le financement de l'industrie de guerre allemande qui fournit le régime d'Erdogan.

| Carnet de route |

Une projectualité face à la guerre (et face à la paix)

De la nécessité de boussoles

Souvent, nous pensons nos idées comme étant des piliers enfoncés dans un sol stable. Pourtant, le sol n'est généralement stable qu'en apparence. Il suffit que changent les conditions, que les terres deviennent boueuses ou que les eaux montent, pour que ce sol stable se révèle bien meuble et que nos chers piliers s'affaissent comme des châteaux de carte. C'est alors la panique qui nous saisit, nous courrons d'une alliance indigeste à une autre encore plus improbable, nos concepts qu'on croyait si solides deviennent gélatineux, se transforment en pâte à modeler, et en peu de temps nous devenons ce dont nous avons toujours eu horreur : de simples pions sur un échiquier qu'on ne comprend pas. Cela est arrivé à nombre d'anarchistes lorsque la Première Guerre Mondiale a éclaté, cela est arrivé aux anarchistes espagnols entraînés d'une situation révolutionnaire à une guerre en règle, cela est arrivé à de très nombreux révolutionnaires pris dans les jeux géopolitiques de la Guerre Froide, et cela arrivera aussi encore demain.

Alors, plutôt que des piliers dans un sol tout sauf stable, considérons plutôt nos idées comme des boussoles qui nous permettront de faire la part de choses. Anarchistes, nous nous battons contre tout pouvoir, qu'il soit sanguinaire ou tolérant, démocratique ou dictatorial, et nous ne pouvons donc jamais rallier aucun camp d'un pouvoir contre un autre. Il n'y a que deux côtés sur une barricade, et lorsque ce n'est pas notre barricade, il n'y a pas non plus de côté à nous. C'est pour cela qu'il est primordial de disposer de ces boussoles-idées, de les approfondir aussi, car ce n'est que dans ces situations très tendues qu'arrive la véritable épreuve. Il est certainement plus facile de refuser tout rapport avec les autoritaires quand la mort ou la prison ne guettent pas (même si les opportunistes ne s'en privent guère), que de refuser en situation de guerre une alliance militaire avec une

armée lorsque les gens crèvent autour de nous sous les bombes d'une aviation impitoyable. Une situation de guerre mettra notre anarchisme à rude épreuve, et tout comme de nombreux compagnons (souvent minoritaires) n'ont renoncé ni à leur éthique ni à leurs idées dans les pires conditions, il nous faut à présent recommencer à approfondir ce qu'est notre anarchisme, sous peine de faire naufrage... très vite.

De la nécessité de cartes

Si nos boussoles-idées peuvent nous indiquer les directions à prendre et surtout les errements à éviter, elles ne permettent par contre pas de discerner les contours des obstacles à affronter. Cette dimension-là est celle de l'analyse. Si cette besogne devrait déjà être permanente chez tout ennemi de l'autorité, elle devient encore plus cruciale si nous voulons aussi être capables de nous battre dans un scénario de guerre. Cela implique par exemple dès aujourd'hui de cartographier avec soin les industries militaires et les entreprises technologiques, mais aussi tout ce qui est sensible pour le bon fonctionnement opérationnel de la domination : réseaux de communication, axes de transport, ressources et réseaux énergétiques, réserves stratégiques de matières premières et de nourriture. Pas de façon approximative, mais détaillée et pro-active.

De la nécessité de renseignements

Renseignements est un mot qui écorche logiquement les oreilles, tant il fait penser au fichage généralisé que les États ont réussi à mettre en place, mais nous pensons en tout cas qu'il est nécessaire non seulement d'avoir le plus d'informations possibles sur le fonctionnement les organes répressifs (qui montreront, en cas de situation de guerre leurs dents bien plus férocement qu'en temps « normaux »), mais aussi de connaître leur hiérarchie. Il y a en effet beaucoup de chance pour que le commissaire divisionnaire ou le colonel de gendarmerie d'aujourd'hui soient par exemple également ceux de demain. Sur un autre plan, il faudrait bien sûr se doter de capacités de communication difficilement pénétrables par l'ennemi, mais tristement aussi se préparer à l'éventualité d'enlèvements surprises, d'interrogatoires plombés de sadisme et d'emprisonnements spéciaux, ainsi qu'à

24/03, Athènes (Grèce).
Trois véhicules de police partent en fumée et un tag précise « *Lambros vit à travers le feu* ». En mars 2010, Lambros Fountas, anarchiste membre de *Lutte Révolutionnaire*, avait été assassiné par la police alors qu'il tentait de voler une voiture.

25/03, Kassel (Allemagne).
Des molotovs sont jetés contre une mosquée turque liée au régime, ce qui fait suite à plusieurs incendies de véhicules appartenant à des soutiens d'Erdogan les jours précédents.

26/03, Montreuil (France).
Incendie d'un véhicule d'Enedis revendiqué par des *briquets intelligents*, en « *solidarité avec la lutte de Bure contre la poubelle nucléaire et son monde* ».

26/03, Berlin (Allemagne).
Le *Vulkangruppe NetzHerrschaft zerreißen* (Groupe Volcan Détruire la domination de réseau) revendique l'incendie de deux grosses liaisons de fibres optiques et de câbles électriques de quatre mètres de large et trente mètres de long sous le pont Mörschbrücke, appartenant aux opérateurs *Base* (opérateur belge), *Level3* (gestionnaire de câbles sous-marins), *Globalmetro* (opérateur pour des bases militaires), *Tele-Com*, *LIT* (en charge des réseaux de l'administration à Berlin), *Colt* (gestionnaire des réseaux de l'État allemand) ainsi qu'à d'autres opérateurs militaires

et non-militaires.

Le but de l'action était de perturber l'aéroport de Tegel, l'administration à Berlin, les communications militaires ainsi que des entreprises technologiques.

Pour ce qui est des câbles électriques de 10.000 volts brûlés, 6500 domiciles et 650 entreprises ainsi que le tribunal et une zone dédiée à la biotechnologie (provoquant un début d'incendie chez Bayer) ont été privés de courant pendant plusieurs heures. 4000 clients ont été privés d'Internet.

27/03, Paris (France).

Incendie d'une voiture à plaque diplomatique. Revendiqué « *contre tous les pouvoirs* » par *Les amis de...Ernestr Coeurderoy*, notamment en solidarité avec des anarchistes incarcérés en Italie et en Grèce en une pensée pour d'autres en France.

27/03, Leipzig (Allemagne).

Plusieurs véhicules du journal *LVZ-Post* sont incendiés.

Ce journal avait publié des photos de manifestants qui s'étaient affrontés aux forces de l'ordre lors d'une marche de nazis à Dresde. L'attaque est revendiquée par « *des opposants à la guerre, à la dictature et à leurs complices, quelles que soient leurs origines* ».

28/03, Hautes-Corbières (France).

Contre le projet de parc éolien dans la région de Narbonne, à Davejean le directeur des énergies nouvelles d'EDF est contraint de rester plus

la vaste palette dont dispose l'État pour mener une guerre sale contre les réfractaires (indicateurs, infiltrés, pressions sur les proches, manipulations,...). S'y préparer est certes une tâche ardue, mais en temps de guerre, y être minimalement prêt sera toujours mieux que rien du tout (sachant que l'importance de telles contre-mesures étatiques est déjà trop peu prise au sérieux, voire négligée au présent).

De la nécessité d'instruments et de connaissances

Savoir où se trouve l'antenne militaire est une chose, savoir la mettre hors service en est encore une autre. De nombreuses connaissances, allant de comment confectionner le matériel de sabotage dont on a besoin aux façons de se déplacer, se révèlent indispensables. La bonne volonté est un début, mais elle ne suffit pas. Il faut donc développer des capacités techniques, des connaissances précises tout en les projetant aussi dans une situation qui pourrait être bien différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Certains outils se raréfient en scénario de guerre, d'autres deviennent tout d'un coup plus facilement repérables : pour ne pas laisser tout dépendre du hasard, il faut s'y préparer.

De la nécessité de coordination

Tout en restant dans la dimension informelle, la coordination entre individus, groupes affinitaires et autres constellations autonomes est indispensable, autant pour la récolte d'informations, la mise à disposition de moyens, la logistique et le soutien, le partage de nouvelles, l'élaboration d'outils de contre-information et d'agitation que pour les projets d'attaque. D'où la nécessité de réfléchir dès aujourd'hui quelles formes de telles coordinations pourraient prendre, comment elles peuvent être praticables aussi dans des situations où il pourrait être moins évident de se retrouver à plus nombreux (voir à plus de quelques-uns). De telles coordinations doivent évidemment être anti-autoritaires, agiles, partant de l'autonomie de chaque individu et de chaque groupe y prenant part.

De la nécessité de perspectives

Tout cela, pourquoi ? Vers quel but, dans quelle perspective ? Si le déclenchement d'une insurrection révo-

lutionnaire constitue la perspective, les chemins pouvant y mener sont multiples, et dépendent également de situations particulières. Un contexte sombrant dans la guerre civile suite à une pénurie de masse, un désastre environnemental, ou encore des haines identitaires est une chose, un État qui monte une intervention militaire ailleurs en est une autre. Pourtant, à la base, nous pensons que les sabotages diffus contre ce qui rend possible la guerre et le contrôle, contre ce qui donne de l'énergie à l'État pourrait constituer les premiers pas. Ils permettraient non seulement d'agir tout de suite et en toute cohérence, mais aussi d'allumer, aussi petite soit-elle, une étincelle dans les ténèbres, possible point de ralliement pour d'autres, tout en ouvrant un champ pour la coordination et l'approfondissement organisationnel. Prendre l'initiative est le premier pas pour désorganiser les plans de l'ennemi, bien moins agiles que pourraient être les nôtres.



Si la guerre est au cœur même de tout État, cette « *organisation de la puissance* » ; si les différentes formes qu'elle emprunte sont par conséquent animées par une même logique de domination ; si les massacres des opérations militaires proprement dites et la répression, l'exploitation capitaliste et l'abrutissement mis en œuvre par le pouvoir sont donc les deux faces de la même médaille de l'ordre du monde, les pistes et suggestions évoquées ici peuvent non seulement figurer dans le carnet de route de ceux qui se voient plongés dans un conflit sanguinaire, mais aussi servir à développer des projectualités anarchistes *tout court*.

Il n'échappera pas même aux aveugles volontaires que les instruments de répression, de contrôle ou de fabrication de consensus vont *crescendo*, d'un même pas avec le nombre de régions du monde plongées dans de nouvelles guerres : il s'agit de la même restructuration en cours de la domination, touchant l'ensemble des aspects de la société telle qu'on la connaît. C'est à cela qu'on doit faire face, et c'est à cela que peuvent peut-être servir les quelques notes de ce carnet de route.



longtemps que prévu en raison de deux pneus crevés, tandis qu'à Dernacueillette le mat de mesure est saboté et s'effondre (plusieurs câbles sectionnés).

31/03, Milan (Italie).

L'entrée du local du PD (parti démocrate) est ravagée par un incendie, causant des dégâts à sa porte, son système électrique et son carrelage.

AVRIL 2018

avril, Berlin (Allemagne).

Les vitres de l'agence *Allianz* de la Strausberger Platz sont détruites. Cette compagnie d'assurance finance et investit dans de nombreuses entreprises allemandes d'armement, dont *Rheinmetall*. Le communiqué dit : « *Nous voyons cette action comme faisant partie des multiples et diverses actions de ces derniers mois et appelons à continuer d'attaquer profiteurs et investisseurs de guerre par tous les moyens qui sont à notre disposition* ».

1/04, Barcelone (Espagne)

Un engin artisanal (2 butagaz et 100g de poudre noire en guise de détonateur) explose dans un quartier riche contre un concessionnaire *Mercedes*. Revendiqué par *Bastards&Blasphems* pour la liberté des anarchistes incarcéré(e)s.

1-2/04, Grenoble (France).

L'agence du bailleur social *Pluralis* est prise pour cible : une quinzaine de vitres de sa façade et de son hall d'accueil sont brisées, et l'intérieur

saccagé. Revendiqué, notamment en solidarité avec de récents perquisitionnés et avec les «*inculpé-e-s de l'affaire du quai de Valmy*...»

La nuit suivante, un autre bailleur social, *Actis*, reçoit une visite brisant neuf vitres de la devanture et deux autres de la porte d'entrée. Un tag squat est laissé à côté.

2/04, Zurich (Suisse).
Des molotovs sont lancés contre le consulat général de Turquie.

3/04, Paris (France).
Incendie d'une voiture du corps diplomatique dans le 17e. Revendiqué par *Cœurderage*, en solidarité avec les compagnons frappés par la répression en France, incarcérée en Allemagne et sous procès en Italie.

3/04, Halle-sur-Saale (Allemagne).
Quatre véhicules de l'entreprise *Sodexo* sont incendiés dans une zone industrielle. Notamment à cause de son rôle dans les centres de rétention et les prisons, et sa collaboration via un système de « bons d'achat » à la gestion des réfugiés. Revendiqué par le *Groupe d'action des coléoptères dans la Hesse*.

3/04, Leipzig (Allemagne).
Cinq camionnettes de l'entreprise de gardiennage *Dussman-Service* sont incendiées en solidarité avec les deux personnes incarcérées du squat *Rigaer94* à Berlin. La revendication se termine par «*Liberté pour tous*».

Question d'énergie |

Lieux communs

Nous sommes tous nés et nous avons tous grandi dans ce monde de supermarchés et de banques, de casernes et de tribunaux, où il faut faire la queue et demander la permission. Mais sommes-nous vraiment convaincus que ce soit le seul monde possible ? On dirait bien que oui, lorsqu'on observe la réaction provoquée par ceux qui défient certains lieux communs.

Lorsque quelqu'un met par exemple en doute la nécessité de l'État, il est immédiatement soupçonné de vouloir des viols et des meurtres à tous les coins de rue. Pourtant, une organisation sociale basée sur l'autonomie et la responsabilité de chaque individu favoriserait une diminution des « délits », certainement pas leur augmentation. De plus, l'absence de forces de l'ordre pousserait chacun à apprendre à se défendre soi-même, et pas à rester à la merci de toutes sortes d'abus. Enfin, l'État ne peut de toute façon pas empêcher que de tels actes se produisent, il peut au maximum tenter de les punir (quand ce ne sont pas ses propres hommes qui les accomplissent).

Lorsque quelqu'un met par exemple en doute la nécessité du travail, il est immédiatement moqué pour vouloir vivre vautre en attendant qu'un fruit mûr lui tombe dans la bouche. Pourtant, le travail n'est pas synonyme d'activité humaine, tout comme l'État n'est pas synonyme d'organisation sociale. Le travail est l'exploitation de l'activité humaine, sa réduction à la production de marchandises et de services. Le travail n'est presque jamais choisi, on prend celui qui est disponible (même le plus nuisible et insensé). On produit de piètres marchandises et on offre des services médiocres pour le compte de quelqu'un d'autre. On se fatigue seulement pour obtenir de l'argent avec lequel acheter d'autres piètres marchandises et d'autres services médiocres. Le travail est le nom donné à l'activité humaine lorsqu'on se prostitue à l'économie de marché afin de survivre.

Lorsque quelqu'un met en doute la nécessité de centrales à charbon et de gazoduc, de parcs éoliens et solaires, il est accusé de vouloir faire mourir les malades dans les hôpitaux et de vouloir faire vivre les autres dans la gêne. Pourtant, l'énergie nécessaire à l'être humain pour vivre (et même bien) est une infime partie de celle qui est produite, dont la très grande majorité sert à faire du business, faire de la politique, faire la guerre.

Nous n'avons pas besoin de l'État, nous pouvons nous auto-organiser sans être organisés par d'autres. Nous n'avons pas besoin du travail, nous pouvons construire et créer sans devoir produire pour le compte d'autres. Et nous n'avons pas besoin d'énormes quantités d'énergie, nous pouvons vivre sans être obligés de piller et de défigurer la planète qui nous héberge.

Pour cela, il faudrait commencer par sortir des lieux communs.



L'âme et les ingénieurs

« Nos chars ne valent rien si les esprits qui doivent les conduire sont en argile. C'est pour cela que je vous dis : la production des esprits est plus importante que la production de chars (...). L'homme remanie sa propre vie et vous devez l'aider dans la transformation de son esprit (...), je trinque donc à vous, écrivains, parce que vous êtes les ingénieurs des âmes humaines. »

Joseph Staline, 26 octobre 1932

Le vieux dictateur du capitalisme d'État soviétique le savait bien.

Les moyens techniques ne valent rien si les âmes qui doivent les faire fonctionner ne sont pas convaincues de leur nécessité et de leur utilité. La production de ces âmes est aussi importante que celle des moyens techniques eux-mêmes. L'être humain est transformé par le progrès et doit donc être aidé pour accepter ce progrès, sans s'opposer à son cours, en transformant aussi son esprit. Pour ce faire, l'État et l'industrie ont besoin d'experts et de journalistes, parce qu'aujourd'hui ce sont eux les ingénieurs des âmes, dans une société où

4/04, Lyon (France).

Le local néo-nazi du *Bastion social* est attaqué : plaques arrachées, vitres cassées et peinture balancée à l'intérieur.

7/04, Athènes (Grèce).

La *Cellule des Loups Solitaires* revendique deux attaques incendiaires simultanées contre des bureaux de membres du parti *Nea Demokratia*.

8/04, Sartrouville (France).

Le pied support d'une caméra de vidéosurveillance en cours d'installation est recouvert de substances inflammables puis incendié.

9/04, Wuppertal (Allemagne).

Les bureaux des partis de la CDU, du SPD et du FDP perdent leurs vitres et leurs façades sont recouvertes de peinture. L'attaque est dirigée contre tous ces partis en raison de leurs politiques racistes en matière de droit d'asile contre les migrants. Elle est également dédiée aux combattants d'Afrin au Rojava.

10/04, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Biesdorf, un véhicule de l'entreprise de métallurgie et d'armement *Thyssenkrupp* part en fumée.

10/04, Munich (Allemagne).

Au cours de la nuit, la porte du garage souterrain du consulat de France est sabotée pour empêcher entrées et sorties de véhicules, en solidarité avec la ZAD de Notre-Dame-des Landes.

11/04, Madrid (Espagne).
Un distributeur de billets de *Bankia* est incendié dans le quartier de Vallekas, en solidarité avec Lisa, une compagne actuellement incarcérée en Allemagne pour braquage, et les anarchistes incarcérés partout dans le monde.

11/04, Bologne (Italie).
Un engin artisanal (4 butagaz et une mèche) explose contre une filiale de la banque *Unicredit* (liée aux intérêts du régime turc), détruisant toute sa vitre. Un tag tracé sur un mur précise « *Erdogan bourreau* ».

11/04, Montpellier (France).
Sabotage des câbles des serveurs informatiques de l'université par des inconnus, après avoir fracturé trois portes sécurisées : examens reportés et administration paralysée. Le président de la fac pleure, « *Sur ces serveurs, il y a tout : les finances, les ressources humaines, la scolarité, la recherche* ».

12/04, Brétigny-sur-Orge (France).
En Essonne, un transformateur électrique est saboté, plongeant la conférence de la ministre du Travail dans le noir. Le McDo d'à côté est aussi touché.

12/04, Berlin (Allemagne).
Deux camionnettes de la société immobilière *Vonovia* sont incendiées.

12/04, La Roche-sur-Yon (France).
La vitre du bureau de la

presque (plus) personne ne lit de romans et de poésie. Ce sont eux, avec leurs expertises techniques et leur propagande médiatique, qui construisent l'âme humaine la plus adaptée au développement, celle obéissant à la raison d'État et agréant au profit de l'économie. Celle qui ne fait pas l'effort de s'interroger de façon critique, mais se repose en se laissant emporter par le consensus. Les mots des ingénieurs des âmes envahissent les cerveaux, occupent la mémoire, façonnent les idées. Répétés jour après jour, ils nous transforment, nous modèlent, nous constituent, jusqu'à ce que nous nous mettions à marmonner à notre tour : « *sans toute cette énergie, la vie ne pourrait pas continuer* » ... « *le gaz est une énergie propre et sûre, vous préférez peut-être le nucléaire ?* » ... « *les grands travaux doivent se faire parce qu'ils servent la collectivité* » ...

Et vous, comment va votre âme ?



Unité de mesure

Hywind en Ecosse, au large de Peterhead, est le premier projet de parc d'éoliennes offshore construit par *Statoil*, fournisseur du *Trans Adriatic Pipeline* (TAP), second fournisseur de gaz en Europe, partenaire du consortium de Shah Deniz en Azerbaïdjan, principal opérateur du pétrole dans l'océan atlantique. Mais *Statoil* investit énormément dans les énergies renouvelables, en particulier l'éolien offshore, surtout dans le nord de l'Europe. Mieux même, cette entreprise considère le renouvelable comme la prochaine frontière de production d'énergie, et le pourquoi n'est pas si compliqué à comprendre. La finitude des matières premières fossiles pousse à une recherche frénétique de production d'énergie en exploitant d'autres ressources, avec des technologies avancées sans cesse perfectionnées. Les sources renouvelables s'ajoutent ainsi aux autres plus traditionnelles. Et c'est *Statoil* elle-même qui nous en explique une des raisons.

Le parc éolien de Hywind a en effet été flanqué d'une nouvelle solution composée de batteries au lithium (nommée *Batwind**), afin de stocker l'énergie produite

par ces éoliennes offshore. La capacité d'accumulation et de conservation d'énergie de Batwind correspond à la batterie de plus de 2 millions d'iPhone, selon les données et les termes de la multinationale norvégienne. C'est un élément à souligner pour plusieurs raisons. Lorsque de nouveaux modèles de voitures, de high-tech ou d'appareils électroménagers sont publicisés, leur capacité d'économie d'énergie est souvent mise en avant, mais ces données ne prennent bien sûr en compte ni la durée de ces produits ni l'ensemble de la consommation d'énergie qu'il a fallu pour les produire. Cela veut dire que la production, la durée de vie et l'élimination des nombreux biens –et encore plus de leurs dispositifs technologiques– qui envahissent la vie quotidienne, ont un impact ravageur sur l'environnement. Et considérer les iPhone comme une unité de mesure nous fait en plus comprendre à quoi sert une grande partie de l'énergie produite, et quel est le monde qu'ils projettent et construisent.

S'opposer à un gazoduc sans s'opposer en même temps aux énergies dites « alternatives » se révèle alors une fausse solution. ■

* NdT : Cinq éoliennes de 6 MW et 253 mètres de haut, reliées par des câbles à 78 mètres sous la mer, inaugurées en octobre 2017. A côté de ce projet-pilote considéré comme le « *premier parc d'éoliennes flottantes au monde* », le parc de batteries *Batwind* doit pour sa part être terminé cette année.

En France –qui ne compte pour l'instant aucune éolienne en mer (ancrée ou flottante) contre 3000 dans le monde–, plusieurs projets de « *fermes offshore* » sont avancés, dont les premiers travaux programmés pour 2018/2019 sont pour l'heure suspendus à la volonté de l'État de renégocier leurs conditions d'attribution et cahier des charges : Saint-Nazaire (80 éoliennes, 480 MW), Saint-Brieuc (62 éoliennes, 496 MW), Yeu-Noirmoutier (62 éoliennes, 496 MW), Groix/Belle Ile (4 éoliennes, 24 MW), Le Tréport (62 éoliennes, 496 MW), Fécamp (83 éoliennes, 498 MW), Courseulles-sur-Mer (75 éoliennes, 450 MW). En Méditerranée, c'est le projet de Gruissan (Aude, 4 éoliennes flottantes, 24 MW) qui est le plus avancé.

[Trois textes traduits de *Tilt* (Lecce, Italie), a périodique de lutte contre le TAP, n°2, avril 2018]

permanence de la députée LREM est entièrement brisée.

13/04, Les Lilas (France). Incendie d'une voiture à plaque diplomatique. Revendiqué par *La piste allemande*, notamment en solidarité avec « *celles et ceux qui se battent sur la ZAD, du moins de ceux qui n'essayent pas d'y poser les bases d'un autre pouvoir* » et des anarchistes incarcérés en France et en Italie.

13/04, Dresde (Allemagne). Incendie d'un véhicule de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp*. Revendiqué par *militante jugend*.

14/04, Montpellier/Nantes (France) De nombreuses vitres de banques, de compagnies d'assurances, d'agences immobilières ou de téléphonie sont attaquées au cours de manifestations contre les expulsions sur la ZAD de Notre-Dame des Landes.

15/04, Nantes (France). Incendie d'un camion d'*Engie Axima*, collaborateur de l'enfermement et des expulsions. Revendiqué par *Solo*, et terminant par « *Nique la métropole, son capitalisme et ses larbins* ».

16/04, Nantes (France). Deux pelleuses enflammées contre la gentrification et « *en soutien aux personnes qui [sur la ZAD] résistent sans compromis à l'État et à l'autorité sous toutes ses formes* ».

| Un héros français |

C'est un gendarme. Il appartient à un corps d'armée, et sa fierté réside peut-être dans le fait de servir un des rares États qui confie à des militaires, en temps de paix et au quotidien, le contrôle et la répression de la population civile sur 95% du territoire.

Certes, la devise de la gendarmerie nationale, « *Pour la patrie, l'honneur et le droit* », n'est pas aussi explicite que celle de ses fins collègues transalpins, « *Fidèles à travers les siècles* », mais cela n'a jamais empêché nos pandores d'effectuer sans broncher les plus basses besognes quand le régime en place leur en donnait l'ordre. Et puis, une devise qui met plus en avant « *le droit* » que la continuité dans l'oppression n'est pas non plus une marque de liberté, comme le faisait déjà remarquer un vieil ennemi de tous les pouvoirs : « *la tyrannie la plus redoutable n'est pas celle qui prend figure d'arbitraire, c'est celle qui nous vient couverte du masque de la légalité* ». Alors à quoi bon remuer ce passé de camps barbelés légaux, d'internement puis de déportation, bien gardés par des gendarmes bien français ? Et de toute façon, qui se souvient encore de leurs historiques chaussettes à clous, ces bottes réglementaires chantées après-guerre sur un air de java ? Vous savez, celles qui « *prennent un contact aimable/avec l'œil ou avec le râble/du badaud qui ne sert à rien* » et qui « *réformant la jeunesse oisive/font propagande active/dans le ventre ou dans les gencives* » ? Peut-être les mêmes oisifs qui fredonnaient ces autres vers à tue-tête dès l'année suivante : « *En voyant ces braves pandores/Être à deux doigts de succomber/Moi, je bichais car je les adore/Sous la forme de macchabées* » ?

Ceux qui se souviennent de tout cela, des gendarmes à cheval sabrant les grévistes comme des tabasseurs des brigades mobiles lors des balades anarchistes sont en tout cas de vieux férus d'histoire, certainement des zombies du siècle dernier qui ne faisaient jamais appel à la justice d'État et conchiaient celle du ciel.

Fort heureusement, tout cela a changé. Défendre la propriété des riches et préserver l'ordre de la domination en écrasant la gueule des contestataires n'est plus qu'un mauvais souvenir. On est au 21e siècle, que diable ! Et si les bottes gendarmesques continuent de traîner à l'occasion sur le corps replié de quelque mauvais bougre, ce n'est certainement que suite à un excès d'amour pour l'ordre, car cette *très honorable et très patriote* passion peut aujourd'hui très bien s'exprimer à distance. Sous forme de salves de balles en caoutchouc de 40 mm de diamètre, de grenades lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de grenades de désencerclement, par exemple. Et tant pis pour les yeux crevés, les doigts arrachés ou les multiples éclats incrustés dans les chairs. Un vrai savoir-faire de « *gestion démocratique des foules* » à la française en somme, qui s'exporte même pas trop mal, du Bahreïn en plein printemps arabe en février 2011 (87 morts et des centaines de blessés) jusqu'au Togo en plein soulèvement contre son dictateur en octobre 2017 (16 morts et des centaines de blessés). C'est qu'ils en ont du talent, les instructeurs militaires de la gendarmerie, en matière de coopération internationale...



Mais être gendarme, soyons francs, ce n'est pas qu'une manière de démontrer au pouvoir qu'on est un canidé un peu plus obéissant ou discipliné que les autres. C'est aussi par exemple la possibilité de voir du pays, malgré les inévitables petits désagréments de tout voyage en uniforme kaki sous la bannière tricolore dans des pays comme l'Irak, le Mali ou l'Afghanistan, là où des foules de civils ingrats et hostiles donnent parfois du fil de retordre à nos braves exportateurs de paix. Et c'est surtout, ne le cachons pas, le plaisir de disposer ici même, au cœur de nos riantes campagnes et de nos charmants grands ensembles, d'un permis de tuer permanent. Un permis qui, lui, militaire oblige !, n'est pas bêtement soumis aux seules règles de la « *légitime défense* », ce qui permet au moins d'être couvert en cas de gros pépin.

C'est d'ailleurs comme cela que Joseph Guerdner a été abattu. Trois balles dans le dos à Draguignan en mai 2008, alors qu'il s'enfuyait d'une caserne, menotté aux pieds, après avoir sauté d'une fenêtre en garde en vue. C'est comme cela que Rémi Fraisse a été abattu. Décapité par une grenade offensive à Sivens en octobre 2014, au cours d'une manifestation contre un projet de barrage. Et c'est comme cela que Jérôme Laronze a été abattu. Trois balles de face à Sailly en mai 2017, alors qu'il était en fuite après s'être opposé aux contrôles sanitaires de son élevage. N'ayant pas une âme de comptable, on vous épargnera le reste de la liste des assassins commis par des gendarmes et couverts au nom de leurs règles particulières d'engagement.

En tout cas, lorsque quelques cœurs généreux viennent à l'occasion réchauffer l'atmosphère virile de caserne en incendiant véhicules professionnels, personnels ou laboratoire scientifique de la maréchaussée comme l'année dernière,

si le chœur des imbéciles heureux fait alors mine de se demander « *pourquoi ?* », il n'est pas étonnant que d'autres soient plutôt enclins à approfondir la question en ajoutant « *...cela n'arrive-t-il pas plus souvent ?* »



« *Je fais mon travail maman, c'est tout, disait-il souvent.* »

Sa mère

« *Il se sentait intrinsèquement gendarme.* »

Sa femme

C'était un gendarme.

Un soldat qui agissait sur ordre. C'était un être humain, bien sûr, mais d'un type très particulier. De ceux qui ont librement choisi de sacrifier toute individualité pour devenir une arme de guerre aux mains de l'État, y compris létale, contre tous ceux que ce dernier leur désigne indifféremment comme ennemis. Là-bas comme ici. Ce lieutenant-colonel de gendarmerie est mort le 23 mars dernier dans un accident du travail à Trèbes, en perdant son duel singulier contre le partisan d'un État concurrent. Un duel entre deux soldats partageant un même engagement dans la violence indiscriminée au service d'une autorité toute puissante, l'un armé de sa foi dans la Loi, l'autre de la loi de sa Foi.

A présent, ce gendarme n'est plus qu'un nom incrusté sur des rues et des écoles à travers tout le pays, un simple nom dont le pouvoir entend faire tout un symbole. Car il paraît que c'était un héros. Un de ces héros du terrorisme d'État français prêt à tous les sacrifices et à toutes les missions pour le satisfaire : parachutiste à l'EPIGN, interventions en Irak, commandant chargé de protéger le Palais de l'Élysée, conseiller en « *intelligence économique* » dans un ministère, et enfin ad-

joint au commandant de la gendarmerie de l'Aude, pour lequel il préparait notamment des exercices anti-terroristes.

Avec la mort en service commandé d'un si fidèle employé, le pouvoir n'a pas su résister. Il a sauté sur l'occasion pour organiser un grandiloquent hommage national destiné à édifier les masses, et la jeunesse oisive en particulier. Quoi de plus exemplaire en effet pour l'autorité qu'une personne qui n'hésite pas à risquer sa vie, non pas comme individu singulier et au nom de ses propres idées, mais en tant que soldat et au nom de la patrie, cette fable qui unit dominants et dominés dans un même creuset de soumission ? Dans son discours aux Invalides, le chef de l'État a donc comme il se doit loué sa qualité de rouage du plus froid des monstres froids (« *il était un engagé et il avait juré de faire corps avec quelque chose de plus grand et plus haut... le service de la France* »), avant d'oser dans un même élan les comparaisons les plus audacieuses comme les plus ignobles.

Car si des légendes militaires comme une ex-bergère venue sacrer un Roi ou un général exilé à Londres peuvent bien faire fantasmer ceux qui ont une cocarde à la place du cerveau, c'est une toute autre affaire que d'annexer la détermination « *des combattants du maquis* » ou « *des Justes* » à celle de ce lieutenant-colonel de gendarmerie, héros moderne de la guerre au terrorisme.

Faut-il encore rappeler que la plupart des Justes étaient de simples individus qui, de façon minoritaire mais dotés d'une conscience toute personnelle et dissidente, ont risqué leur vie et leur liberté face à la loi que les gendarmes appliquaient ? Le principal lieu d'internement avant déportation vers les camps d'extermination nazis, où 9 Juifs déportés de France sur 10 passèrent (67 000), était le

camp de Drancy. Et qui était chargé avec zèle de sa garde ? La gendarmerie. Et qui escortait jusqu'en 1943 en compagnie de militaires allemands ces convois envoyés droits vers Auschwitz ? Encore la gendarmerie. Et qui s'occupait avec d'autres services de la traque des Juifs aussi bien en ville (lors de la rafle du Vel d'hiv en 1942 par exemple) qu'à la campagne, quand au même moment des Justes risquaient leur peau pour les planquer face aux uniformes ? Ah oui, toujours la gendarmerie. Quant aux « *combattants du maquis* » évoqués sans vergogne dans l'hommage présidentiel à ce lieutenant-colonel mort d'un accident du travail, eh bien ils avaient non seulement été officiellement déclarés « *terroristes* » par l'État français, mais ils étaient aussi à ce titre abattus, arrêtés, tabassés ou livrés à la Gestapo, et notamment par la gendarmerie. A l'exact opposé de cette dernière, composée de petits soldats mus par une obéissance sacrée à la Loi, quoi qu'elle dise, les maquisards étaient des hors-la-loi qui avaient pris les armes en violant le monopole de la violence légitime de l'État, n'hésitant d'ailleurs pas en passant à liquider l'un ou l'autre pandore. On parle bien entendu de tout cela *avant* 1944, *avant* que l'issue ne soit jouée et que beaucoup de gendarmes et de policiers ne commencent à retourner leur veste ou à jouer sur les deux tableaux... sans toutefois empêcher les derniers trains de la mort d'être remplis ou de circuler, comme celui parti de Toulouse le 3 juillet 1944 (700 résistants et républicains espagnols) et qui traversera le pays pendant 53 jours avant d'atteindre l'Allemagne, celui parti de Pantin le 15 août (2400 politiques de toutes les prisons parisiennes) ou celui parti de Tourcoing le 1er septembre (870 détenus de la prison de Loos).



« *Son héroïsme saisissant va susciter,
je le crois, de nombreux imitateurs,
prêts au don d'eux-mêmes pour la France
et sa joie chrétienne.* »

Son chanoine

La mort de ce lieutenant-colonel de gendarmerie, malgré son héroïsation en grandes pompes, ne nous a, disons-le clairement, ni attristés ni même émus. Mais elle ne nous a pas pour autant réjouis, et pas parce que cela outrepasserait les maigres marges d'expression publique désormais tolérées par le pouvoir lorsqu'un terroriste commet un attentat. Ce militaire eut-il été un chef d'État mort dans son lit, et nous aurions alors peut-être pu réagir comme Malatesta face à la mort d'un célèbre tyran : « *Lénine est mort. Vive la liberté.* » Eut-il au moins été un officier, un patron ou, allez, un chef d'État assassiné par un révolutionnaire, et nous aurions alors eu de quoi fêter quelque chose. Mais un chien de garde de l'autorité tué par un autre du même acabit (même si l'État de ce dernier connaît un peu moins de réussite ces derniers temps), qu'est-ce que cela peut bien provoquer, sinon un haussement d'épaules ?

Lors de l'hommage national aux Invalides du 28 mars, le Président a également discerné à son nouvel héros la Légion d'honneur à titre posthume, celle qui vient récompenser les « *services éminents* » rendus à la Nation. C'est la même breloque qui orne la poitrine de Bachar al-Assad depuis 2001, et que notre professionnel de l'ordre en chef refuse envers et contre tout de lui retirer, malgré les bombes et les massacres. Il doit certainement lui aussi avoir rendu quelques « *services éminents* » à la Nation française.

Jusque dans la tombe, le gendarme aura ainsi reçu l'honneur en sautoir du terrorisme d'État qu'il méritait si bien...



| A bas tous les soldats ! |

Des hommes qui tirent froidement contre des gens sans défense et terrorisés, des avions qui bombardent des quartiers entiers, des hôpitaux, des écoles, des armées qui envahissent, pillent, violent. Ce sont des scénarios qui se reproduisent dans le temps et dans l'espace. Ces exactions sont commises au nom de la Croix ou du Prophète, de la Race, de la Patrie ou de la Nation, de la Démocratie ou de la République. Pour les justifier et les légitimer, ces soldats qui tirent contre la foule, qui conduisent des avions ou qui guident des drones depuis leurs bunkers, ont été éduqués à considérer la masse de gens à tuer, bombarder, déporter, comme des ennemis de la cause qu'ils défendent, comme des infidèles et des pervers, comme des barbares et des sauvages. Les soldats agissent toujours au nom d'un ordre supérieur, l'imposer ou le défendre par la force est la raison de leur existence, leur éducation à la violence a toujours été accompagnée d'une doctrine, d'une idée ou d'une religion. Ils ont appris à obéir et à exécuter, sans hésitation, sans scrupule.

Éprouver soi-même, à Paris, l'effroi face à un carnage si systématiquement organisé, la terreur, le sentiment d'impuissance face à la loi des armes, la recherche désespérée des proches,

la psychose, c'est éprouver soi-même ce qui est vécu par des millions d'autres hommes et femmes dans de nombreux autres endroits du monde, dans d'autres régions, villes et villages. Que ce soit en Irak ou au Kurdistan, en Égypte ou au Nigéria, en Syrie ou en Palestine, en Libye ou au Mali, dans les rues d'Ankara ou de Kaboul, de Sanaá ou de Beyrouth... C'est la même terreur, produit de la même soif de domination, du même désir de pouvoir et de richesse.

Hommes en costard ou en tunique qui négocient dans des hôtels ou des restaurants de luxe, affairistes du pétrole ou du gaz, des armes ou de l'atome, de la pharmaceutique ou de l'agro-industrie, de l'immobilier ou de la drogue. Managers d'entreprises de prestige et boss mafieux, chefs d'État et cardinaux, imams et narcotrafiants. Ce sont les grands patrons d'un monde fondé sur l'autorité et l'argent, un monde où la plus grande partie de l'humanité vit dans la misère la plus totale. Ils se repartissent et ils se disputent tout ce qu'ils appellent « ressources », y compris des hommes et des femmes réduits à l'état de matières premières à exploiter. Ils disposent d'armées et des milices prêtes à imposer leurs intérêts, mais aussi d'armées d' « experts » (scientifiques, ingénieurs, architectes, communicants, journalistes...) qui assureront le savoir-faire technique et fabriqueront le consentement et la légitimité dont ils ont besoin.

Aujourd'hui on les entend parler de Nation menacée, de Civilisation face à la Barbarie, d'Unité Nationale, et d'autres fantômes de ce genre, en même temps qu'ils proclament l'état d'urgence et

qu'ils ferment les frontières aux millions de désespérés qui fuient la guerre et la misère qu'ils ont créées. Ils nous ont emportés tous et toutes dans leurs guerres. Le prix c'est notre vie même. Le prix c'est le contrôle qu'ils voudraient illimité par les flics et l'armée.

Restera-t-on toujours spectateurs ou victimes de l'horreur générée par les États (démocratiques ou pas, islamiques ou pas), les religions et le marché ? Ou décidera-t-on de se battre partout et avec tous les moyens qu'on a pour se débarrasser définitivement du pouvoir et de ses armées, pour construire une société libre fondée sur les besoins et les désirs de chacun et chacune, sans chefs, ni patrons ni clergé aucun ? Révoltons-nous, ne cédon pas au chantage de la peur, refusons leur projet de guerre, rompons les rangs.

*Pour la vie, pour l'insoumission,
pour la révolution sociale !*



[Tract distribué dans les rues de Paris et de Montreuil : *Qu'ils soient de Dieu ou de la République, à bas tous les soldats !*, 18 novembre 2015]

